

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DES ORMES

SEANCE du 11 décembre 2017

Nombre de membres afférents au CM:19

Nombres de membres en exercice:18

Qui ont pris part à la délibération: 14

Date de la convocation 6 décembre 2017

Date d'affichage et de transmission en Sous-Préfecture *le 14 décembre 2017*

L'an deux mil dix-sept le *11 décembre* à *20 heures*, le Conseil Municipal des ORMES, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Béatrice FONTAINE Maire des ORMES

Présents :

Mesdames, BENITO Patricia, CURIEN Véronique, FONTAINE Béatrice, Catherine PUGLIA ROUSSEL Karine SAVOURIN Marie-France, TERRIEN Hélène,

Messieurs, BODIN Serge, BRUNEAU Jean-Marie, FERRAND Georges, MULTON Fabien, ROUGET Vincent, SABOURIN Jacques, TABUTAUD François,

Absents excuses: Eric GIVELET BRARD Béatrice MORTREUIL Dominique MOREVE Nathalie

A été élue Secrétaire Véronique CURIEN

Objet de la délibération :

2017/46

ARRET PROJET PLU ET BILAN DE LA CONCERTATION

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales*
- *Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 153-14 et suivants, R153-3 et suivants et L103-6*
- *Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15 juin 2015 prescrivant l'élaboration du Plan local d'urbanisme et fixant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation*
- *Vu le débat sur le projet d'aménagement et de développement durables qui s'est tenu le 12 septembre 2017*

Madame le Maire rappelle les raisons qui ont conduit la commune à engager l'élaboration du PLU :

- *se doter d'un document d'urbanisme intégrant les préoccupations réglementaires issues des lois Grenelle et ALUR, notamment la limitation de la consommation de terres agricoles et d'espaces naturels en favorisant le renouvellement urbain et la préservation de la qualité architecturale et de l'environnement*
- *réaliser un document d'urbanisme afin d'éviter que la commune soit régie par le Règlement National d'urbanisme à partir du 27 mars 2017, date prévue de caducité du POS en vigueur*
- *travailler sur un nouveau projet urbain tenant compte des évolutions de la commune depuis la réalisation du POS, notamment des équipements présents sur le territoire*
- *mettre en place les différents outils d'action foncière disponibles via le PLU pour favoriser la réalisation de ce projet urbain*

Madame le Maire rappelle également les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre conformément à la délibération du 15 juin 2015

- *Décide que la concertation prévue par les articles L 123-6 et L 300-2 du Code de l'Urbanisme, avec les administrés, les associations locales et les autres personnes concernées se réalisera par :*
 - . l'ouverture à la Mairie d'un registre permanent où des observations pourront être consignées aux heures d'ouverture de la Mairie*
 - . la publication d'information dans le bulletin municipal*
 - . la tenue d'une réunion publique d'informations*
 - . une exposition en Mairie des documents pertinents selon l'avancement*
- *Dit que cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet PLU*
- *Dit que le bilan de la concertation sera établi par délibération du Conseil Municipal au moment de l'arrêt du projet d'élaboration du PLU.*

Les remarques formulées lors de la concertation ont bien été intégrées dans la réflexion et dans la construction du projet de PLU.

Madame le Maire présente ensuite aux élus le bilan de cette concertation dont le détail est joint en annexe, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables et les principales règles que contient le projet de plan local d'urbanisme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

- *De tirer un bilan favorable de la concertation*
- *D'arrêter le projet de PLU, tel qu'il est annexé à la présente délibération*
- *De soumettre pour avis le projet de PLU à la Préfecture, conformément à l'article L 142-5 du Code de l'urbanisme*
- *De soumettre pour avis le projet de PLU, conformément à l'article L 153-16 du Code de l'urbanisme :*
 - *Aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du Code de l'urbanisme*
 - *A la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime*
- *De soumettre pour avis le projet de PLU, conformément à l'article R 153-6, à l'Institut National de l'Origine et de la qualité d'appellation d'origine contrôlée, et le Centre National de la Propriété Forestière prévus à l'article L 112-3 du code rural et de la pêche maritime.*

Le projet de plan arrêté est également soumis à leur demande aux Communes limitrophes, aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés ainsi qu'à la commission départementale de la préservation des espaces agricoles naturels et forestiers prévue à l'article L 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Le projet de plan arrêté sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le Maire.

*Pour extrait conforme
Aux ormes le 12 décembre 2017
Béatrice FONTAINE
Maire*

La présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie conformément à l'article R 153-3 du code de l'urbanisme. Elle sera également transmise à Madame la Préfète.